YPC RESEARCH SERIES
Policy Paper N° 10192022

CHINE-ETATS UNIS : ENJEUX POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE COMMERCIALE

Anass Gotar* - Abdelmoughit El Omari -
Mouaad Bouhaddachi - Youssef El Mousakkal

*YPC, Political Science Committee /
contact@youthpolicycenter.org

October 2022

CHINE-ETATS UNIS : ENJEUX POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE COMMERCIALE

Anass GOTAR [*]
Abdelmoughit EL OMARI
Mouaad BOUHADDACHI
Youssef EL MOUSSAKKAL

contact@youthpolicycenter.org

October 2022

[*] YPC, Political Science Committee

ABSTRACT

The US and China have implemented a number of limitations on bilateral trade flow since 2018, the most significant of which has been tariff increases. US tariff hikes on Chinese goods prompted China to retaliate quickly, levying tariffs on US goods as well. Despite the fact that the trade war appeared to heat up in the autumn of 2019 with further tariff hikes, the two countries reached an agreement at the end of the year to reverse some planned tariff hikes and roll back earlier tariff increases. The Phase 1 agreement was signed in January 2020.

This article attempts to address the trade war. It is worth noting that in what appears to be an inherently adversarial Chinese-American relationship, the rise of China is having a confusing effect on the US-led liberal order. We argue that understanding the policy implications of the trade war requires a thorough understanding of the respective political economies of the US and China. With this in mind, we will address both the political and economic aspects of the trade war, highlighting its effects on China-US relations.

RESUME

Les États-Unis et la Chine ont mis en œuvre un certain nombre de limitations des flux commerciaux bilatéraux depuis 2018, dont la plus importante a été la hausse des tarifs douaniers. Les hausses tarifaires des États-Unis sur les produits chinois ont incité la Chine à riposter rapidement, en prélevant également des droits de douane sur les produits américains. Malgré le fait que la guerre commerciale semblait se réchauffer à l'automne 2019 avec de nouvelles hausses tarifaires, les deux pays ont conclu un accord à la fin de l'année pour annuler certaines hausses tarifaires prévus et revenir sur des hausses tarifaires antérieures. L'accord de phase 1 a été signé en janvier 2020.

Cet article s'efforce d'aborder la guerre commerciale. Il est à noter que dans le cadre de ce qui semble être des relations sino-américaines intrinsèquement conflictuelles, la montée de la Chine a un effet déroutant sur l'ordre libéral dirigé par les États-Unis. Nous soutenons que la compréhension des implications politiques de la guerre commerciale nécessite une compréhension approfondie des économies politiques respectives des États-Unis et de la Chine. Dans cette optique, nous aborderons à la fois les aspects politiques et économiques de la guerre commerciale, en mettant en évidence ses effets sur les relations sino-américaines.

INTRODUCTION

Début 2018, les États-Unis ont relevé les droits de douane sur quelques grands articles d'importation, à savoir l'acier et l'aluminium. Bien que ces droits de douane n'établissent pas de discrimination en fonction de l'origine, il est rapidement apparu que les politiques commerciales américaines ciblaient la Chine. Les États-Unis ont ensuite augmenté les droits de douane sur des milliers de produits en provenance de Chine entre 2018 et 19, ciblant finalement environ 350 milliards de dollars d'importations en provenance de ce pays. La Chine a riposté sur plusieurs vagues tarifaires, ciblant environ 100 milliards de dollars d'exportations américaines. Les deux parties ont signé un accord visant à mettre fin à de nouvelles escalades tarifaires en janvier 2020, mais les tarifs existants sont restés en place à partir de 2021.

La guerre commerciale est l'un des changements les plus importants et les plus abrupts de l'histoire de la politique commerciale américaine, en particulier lorsqu'on la juxtapose au rôle de premier plan joué historiquement par les États-Unis dans la réduction des droits de douane dans le monde.

Le présent document s'efforce donc de répondre à deux problématiques majeures : Tout d'abord, la nature conflictuelle de la politique américano-chinoise, en analysant les implications politiques de la guerre commerciale, ensuite essayer d'interpréter la trêve commerciale actuelle entre ces deux puissances géoéconomiques.

En second lieu, ce document œuvre à décortiquer les aspects économiques de la guerre commerciale Sino-Américaine, tout en mettant en relief les effets économiques subis par les pays. Enfin, une partie serait dédiée pour évaluer l'attitude et position politique entreprise par la nouvelle administration américaine, notamment celle de Mr. Biden.

I. LA NATURE CONFLICTUELLE DE LA POLITIQUE AMERICANO-CHINOISE

1. Les implications politiques de la guerre commerciale

Les réalistes dissocient totalement l'État de la société et conçoivent la Chine et les États-Unis comme des grandes puissances concurrentes, tandis que les libéraux ont tendance à s'attendre --ou à espérer- qu'une Chine non libérale converge vers une Amérique libérale dans le contexte de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Nous suggérons que la compréhension des implications politiques de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine et de leur évolution par rapport à l'ordre mondial nécessite une compréhension et une analyse plus approfondies des économies politiques nationales de chaque pays, qui sont de plus en plus imbriquées dans une économie capitaliste mondiale.

Dans une perspective d'économie politique critique. Nous considérons les gouvernements comme structurellement liés à la société et aux principales structures sociales et économiques de cette société. En outre, les États sont des entités qui agissent toujours par l'intermédiaire de personnes - les élites dirigeantes, qui élaborent les politiques - et ces élites sont intégrées dans des réseaux sociaux plus vastes, ce qui les lie à des structures sociétales plus larges qui forment leurs idées et leurs visions du monde, et donc leurs politiques.

Dans le cas des États-Unis, son économie politique capitaliste libérale est caractérisée par une structure au sommet de laquelle on trouve le segment supérieur oligarchique d'une classe capitaliste autonome. Le système politique américain est par conséquent structurellement biaisé en faveur des intérêts de la communauté des entreprises, par le biais d'une porte tournante permanente et du processus dit de planification politique. Ce processus se déroule principalement au sein de groupes de réflexion qui sont à leur tour étroitement liés à l'élite des entreprises, générant un consensus et une vision du monde particuliers

; à savoir, favorables aux entreprises qui alimentent ensuite l'élaboration des politiques publiques. Nous pensons que le lien étroit entre cette élite d'entreprises et sa vision essentiellement mondialiste, d'une part, et les décideurs de la politique étrangère, d'autre part, contribue à expliquer la politique étrangère globale des États-Unis au cours des dernières décennies et restera une variable importante dans la détermination de la future stratégie américaine vis-à-vis de la Chine.

Dans le complexe État-société chinois, la domination est détenue en dernier ressort par l'État et une classe étatique centrée sur le Parti communiste, qui reste la principale source de pouvoir dans la société. Bien que l'économie chinoise s'internationalise rapidement et que les dirigeants soient fortement orientés vers le développement capitaliste et poursuivent de plus en plus des politiques de libéralisation et de privatisation - ne serait-ce que jusqu'à un certain point - le régime reste attaché à une forme de capitalisme "dirigé par l'État", fondamentalement différente de celle des États-Unis.

Depuis la fin de la guerre froide, l'ascension de la Chine est considérée à la fois comme une opportunité et une menace par l'élite de la politique étrangère américaine. L'opportunité n'est pas seulement pour le capital transnational américain d'investir dans le plus grand "marché émergent" du monde, mais aussi pour une intégration plus stratégique de la Chine et de son énorme marché dans l'ordre mondial libéral, tout en la maintenant finalement subordonnée aux États-Unis en tant qu'hégémon mondial et garant du capitalisme libéral mondial.

La menace perçue est que la Chine, avec sa nouvelle puissance, pourrait se retourner contre l'ordre libéral dont elle a largement profité - pas au point d'abandonner sa stratégie de mondialisation rentable et de se fermer à nouveau à l'économie mondiale, mais suffisamment pour transformer l'ordre et changer les règles du jeu, le rendant moins libéral et, surtout, moins dirigé par les États-Unis. La question de savoir comment garder la porte du marché chinois ouverte, tout en empêchant la Chine d'utiliser cette porte ouverte pour devenir puissante au point de remettre en question l'hégémonie américaine et l'internationalisme libéral qui a prospéré depuis la fin de la guerre froide, est au cœur du dilemme auquel sont confrontés les décideurs américains dans leur recherche d'une réponse stratégique à la montée de la Chine. Ce dilemme a donné lieu à une stratégie qui a fait preuve d'une remarquable continuité de Clinton à Obama en passant par Bush. En fait, les racines de cette stratégie remontent à bien plus loin, puisqu'elle repose sur une grande stratégie américaine de "porte ouverte mondiale", fondée sur des marchés ouverts et libres -ouverts avant tout au capital américain- et sur des institutions libérales concomitantes, qui a vu le jour à la fin du XIXe siècle - une stratégie qui a elle-même été élaborée en partie dans l'optique du vaste marché chinois de l'époque. Après 1945, cette stratégie s'est transformée en un projet hégémonique mondial couronné de succès, tandis que la Chine, bien sûr, a été fermée à partir de 1949 au nouveau système capitaliste mondial dirigé par les États-Unis.

L'ouverture de Deng en 1978 a été l'occasion de rouvrir la porte à la Chine et de reprendre la quête de son intégration dans l'ordre libéral américain - une quête qui, avec la fin de la guerre froide, a généré à son tour la stratégie américaine d'"engagement" libéral. Formulée pour la première fois au milieu des années 1990 par l'administration Clinton.

Cette stratégie a consisté à "intégrer davantage la Chine dans le système économique mondial fondé sur le marché", mais en prévoyant une "police d'assurance" ou une "couverture" contre le risque que la Chine refuse finalement d'être intégrée dans l'ordre mondial libéral aux conditions américaines, choisissant plutôt de contester l'hégémonie américaine en Asie orientale. Sous Clinton, l'engagement signifiait encourager l'intégration de la Chine dans le système économique mondial et promouvoir les "institutions régionales multilatérales", mais aussi renforcer les alliances américaines.

Bush a largement poursuivi cette stratégie, achevant le processus initié par l'administration Clinton en soutenant pleinement l'entrée de la Chine dans l'OMC en juin 2001, considérant cette politique comme un moyen de promouvoir la liberté économique et, à terme, politique, et d'ouvrir les portes aux capitaux américains. L'objectif était alors toujours d'intégrer la Chine dans l'ordre mondial libéral dirigé par les États-Unis en approfondissant les relations commerciales. Néanmoins, les tensions dans les relations entre les

États-Unis et la Chine sont demeurées et, en particulier sous Bush et ses conseillers néo-conservateurs, l'accent a été mis sur la montée en puissance de la Chine, non seulement comme une opportunité mais aussi, selon les termes de Robert Kagan, comme "le défi le plus sérieux à long terme pour l'ordre mondial unipolaire ".

Alors que la politique étrangère emblématique d'Obama, le " pivot " vers l'Asie, était présentée comme quelque chose de nouveau, ses principaux éléments étaient en fait la continuation de la politique déjà mise en place par l'administration Clinton. Le seul aspect réellement nouveau, par rapport à Bush, était le déplacement relatif de l'orientation géographique du Moyen-Orient vers l'Asie orientale. En accord avec une stratégie qui a été conduite par la logique expansionniste du capital américain. Dans le même temps, l'administration Obama en est venue à percevoir de plus en plus la Chine comme un concurrent géopolitique potentiel et à formuler la mission du pivot asiatique comme "le maintien des règles" -de l'ordre libéral- contre un pays qui pourrait refuser de suivre ces règles.

De leur côté, les Chinois ont eu tendance à percevoir le pivot asiatique d'Obama comme une forme d'expansionnisme, empiétant sur leur sphère d'influence et cherchant à étendre et à approfondir l'hégémonie américaine, ce qui a effectivement été leur intention. On peut soutenir que les États-Unis ont ainsi provoqué précisément le type de comportement de la part des Chinois qu'ils espéraient empêcher. D'un autre côté, certains membres de l'establishment de la politique étrangère américaine craignent que la Chine se développe au point de devenir un concurrent géopolitique sérieux.

C'est alors qu'entre en scène Trump, qui est considéré comme représentant une rupture radicale avec la grande stratégie américaine fondée sur l'internationalisme libéral et qui signale probablement aussi la fin des tentatives des administrations précédentes de maintenir et, si possible, d'élargir la porte ouverte en Asie orientale. Après deux décennies de continuité dans la stratégie américaine vis-à-vis de la Chine, la guerre commerciale présente un changement fondamental.

S'il est difficile de discerner une stratégie de politique étrangère claire, et encore moins une "grande" stratégie, de l'administration Trump vis-à-vis de la Chine jusqu'à présent, le retrait des États-Unis du TPP - le joyau de la couronne économique du pivot asiatique d'Obama - et son retrait ultérieur de l'Accord de Paris sur le changement climatique, semblent ouvrir la voie à la Chine pour qu'elle joue un rôle de premier plan dans le libre-échange régional ainsi que dans les efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique. Xi semble s'approprier ce rôle, qui cadre bien avec sa politique étrangère plus affirmée.

Nous avons fait valoir que pour comprendre l'évolution des relations entre les États-Unis et la Chine dans le cadre de la guerre commerciale, ainsi que les contradictions et les dilemmes des stratégies de politique étrangère respectives des deux pays, nous devons aller au-delà d'une perspective centrée sur l'État et tenir compte de leurs modèles État-société distincts et de la manière dont les élites dirigeantes sont ancrées dans ces structures de pouvoir social, ce qui influence leurs intérêts, leurs idées et leur vision du monde, et donc la politique étrangère qu'elles formulent.

2. La trêve commerciale entre les États-Unis et la Chine : un temps mort ou un possible armistice ?

L'accord commercial de première étape conclu entre les États-Unis et la Chine en janvier 2020 doit être évalué en fonction de trois motivations différentes qui peuvent être attribuées au président Trump comme raisons de déclencher la guerre. Bien qu'une attention particulière ait été accordée aux implications immédiates de la trêve pour l'environnement macroéconomique mondial et son impact sur les marchés financiers, il est important de garder à l'esprit ce qu'il faudra pour qu'elle devienne soit un court temps mort, soit une étape vers l'armistice.

L'affrontement commercial bilatéral entre les États-Unis et la Chine a été un moment crucial dans la transition du multilatéralisme au bilatéralisme dans les relations étrangères des États-Unis depuis l'arrivée du président Trump. Le multilatéralisme intégral a rencontré de grandes difficultés lors du cycle de négociations commerciales de Doha, dans lequel les processus de négociation complexes nécessitaient l'unanimité pour être approuvés et étaient vulnérables aux blocages mis en place par quelques pays. Le président a fait valoir qu'il y avait des avantages pour son pays à négocier sur une base bilatérale.

Dans ce contexte, on peut se référer à la révision de l'ALENA signée par les présidents américain et mexicain et le Premier ministre canadien le 10 décembre 2019, dont la négociation a été marquée précisément par des initiatives bilatérales du président Trump.

Dans le même ordre d'idées, le communiqué officiel de la réunion du G20 à Buenos Aires en décembre 2018 faisait référence à la réforme de l'OMC, qui n'avait plus depuis un certain temps alors occupé un rôle de premier plan dans les négociations : "Nous soutenons donc la réforme nécessaire de l'OMC pour améliorer son fonctionnement". On peut supposer que cette réforme pourrait finir par se concentrer sur ses mécanismes de règlement des différends commerciaux

La deuxième motivation déclarée des mesures de politique commerciale de M. Trump était de déplacer la production actuellement réalisée en dehors des États-Unis vers les États-Unis dans certains secteurs, tout en réduisant le déficit commercial du pays avec le reste du monde. C'est ce qui s'est clairement passé avec la hausse des droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium - y compris sur les partenaires de l'ALENA -, de cellules solaires et autres.

Le résultat probable de la révision de l'ALENA, sera un transfert partiel de la participation mexicaine dans la chaîne de production automobile vers les États-Unis ainsi que l'ouverture du marché laitier de ce dernier. Dans le même ordre d'idées, la première phase de l'accord commercial entre les États-Unis et la Chine contenait une promesse de la Chine d'acheter pour 200 milliards de dollars supplémentaires de produits et services américains. Avant la guerre commerciale, la Chine avait acheté pour 130 milliards de dollars de produits et services américains pour 56 milliards de dollars en 2017.

Les résultats immédiats de ces démarches en termes d'exportations et d'importations en provenance des États-Unis donnaient une impression de succès. Cependant, la position de négociation privilégiée du pays dans la sphère bilatérale et l'obtention correspondante de concessions commerciales n'ont pas garanti la réalisation des promesses de campagne de Trump.

Les augmentations nationales immédiates de la production et de l'emploi dans les activités manufacturières et autres bénéficiaires de la protection impliquaient une hausse des coûts et des prix locaux des marchandises. Même en supposant que la perte de compétitivité dans ces secteurs soit compensée par d'autres mesures, y compris les promesses d'achats intégrées dans les accords commerciaux, il y a deux raisons de remettre en question ce succès. Tout d'abord, la destruction relative d'emplois manufacturiers dans l'histoire récente des États-Unis est davantage le résultat de l'évolution technologique que des importations en provenance de Chine ou d'autres pays. En outre, les déficits de la balance courante du pays reflètent une inadéquation entre l'épargne et les investissements nationaux. Dans ce cas, un succès du protectionnisme dans la réduction des déficits extérieurs ne se produirait que dans l'hypothèse d'une augmentation de l'épargne dans l'ensemble du pays, en raison d'une baisse du pouvoir d'achat de ceux qui dépendent des salaires en contrepartie de la rentabilité du capital dans les secteurs protégés. Ce ne serait pas tout à fait la promesse de Mr. Trump.

Outre le bilatéralisme mercantiliste, il existe une troisième motivation derrière la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine.

Le rééquilibrage en cours de l'économie chinoise a impliqué une présence croissante dans des stades à plus forte valeur ajoutée des chaînes de valeur mondiale, pour lesquelles les autorités chinoises ont eu recours au ferroutage à faible coût de sources technologiques externes. Cela s'est traduit par des transferts technologiques forcés vers les investisseurs étrangers, la non-reconnaissance de la propriété intellectuelle, des subventions aux entreprises publiques, des barrières non tarifaires, etc.

Si l'on exclut l'hypothèse de motivations simplistes telles que "l'arrêt de l'avancée de la Chine", la guerre commerciale peut se calmer, si les Chinois sont prêts à offrir quelque chose de significatif.

Un calcul coûts-avantages favorable à la Chine en termes de recherche de formes alternatives de soutien technologique local, lui permettant de se concentrer sur ses défis intérieurs de rééquilibrage sans le fardeau supplémentaire de la confrontation commerciale, pourrait bien être un choix rationnel pour les dirigeants de ce pays.

Le déroulement de cette troisième dimension de la guerre commerciale déterminera la portée de la trêve annoncée avec l'accord commercial de première phase, c'est-à-dire si elle évoluera vers un armistice ou deviendra plutôt un court délai d'attente.

3. La politique commerciale des États-Unis envers la Chine sous l'ère Biden?

Bien que Biden ne soit pas d'accord avec l'approche de Trump en matière de relations économiques entre les États-Unis et la Chine, sa propre politique commerciale à l'égard de la Chine s'appuie largement sur le travail de base de Trump, bien que rhétoriquement moins conflictuelle. L'approche globale repose sur le repositionnement de la Chine par l'administration, qui la considère comme " à la fois un rival, un partenaire commercial et un acteur de premier plan dont la coopération sera également nécessaire pour résoudre certains problèmes mondiaux ". Cette approche doit être comprise dans le contexte politique intérieur des États-Unis, où les républicains et les démocrates ont demandé à adopter une ligne dure à l'égard de la Chine sur presque tous les fronts des relations sino-américaines.

Le « Innovation and Competition Act » a certainement mis en évidence la position agressive du président Biden ainsi qu'une "hostilité bipartisane à l'égard de la Chine". Un aspect encore plus significatif de cette loi est qu'elle marque peut-être le début d'une nouvelle ère de développement économique aux États-Unis, à savoir l'utilisation massive de la politique industrielle dans la politique commerciale ainsi que dans la planification économique.

La politique industrielle implique l'utilisation par le gouvernement d'instruments politiques pour diriger les ressources vers des industries sélectionnées afin d'accorder aux producteurs un "avantage comparatif".

Pendant longtemps, ladite loi a été considérée comme l'arme secrète, mais dans une certaine mesure malsaine, du succès des États/économies en développement d'Asie de l'Est, notamment le Japon, la Corée, Taïwan et plus tard la Chine, et il était autrefois impensable qu'une économie de marché libérale comme celle des États-Unis permette au gouvernement de choisir les gagnants et les perdants, ou de défendre certaines industries au détriment d'autres, sur les marchés. Cette évolution aura sans aucun doute un impact profond sur les relations entre l'État et les entreprises en ce qui concerne le commerce extérieur. Bien que la politique industrielle ait joué un rôle décisif dans la croissance économique de la Chine, il ne faudrait pas croire qu'il s'agit là d'une surprise que la Chine et d'autres pays puissent utiliser la loi comme un levier dans les futures négociations commerciales ou le processus de règlement des différends contre les États-Unis.

II. LES ASPECTS ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE COMMERCIALE SINO-AMÉRICAINE

1. La guerre commerciale Sino-Américaine : Quelles effets sur les relations économiques des deux pays

Durant la dernière décennie, et parmi les conflits internationaux les plus abordés dans la scène mondiale et qui impactèrent sur l’économie mondiale, on trouve le plus important confit qui est la guerre commerciale Sino-Américaine. En effet, avant le déclenchement de cette guerre de manière très claire, une certaine

catégorie de produits importés par les États-Unis connut une augmentation dans les tarifs douaniers établi par le gouvernement américain. Cette augmentation des tarifs douaniers cibla des produits spécifiques comme les machines à laver, panneaux solaires et l'aluminium. Avec le temps, il apparut que cette vague d'augmentation des tarifs de douane américain visèrent les produits importés de la chine.

Revenant maintenant un peu en arrière pour chercher les raisons pour lesquels l'ancien Président des états unis Donald Trump augmenta les tarifs douaniers sur les importations des produits chinois. Selon une investigation réalisée par la commission du commerce international des Etats unis, certains produits importés impactèrent négativement les producteurs nationaux de ces mêmes types de produits.

Les résultats de cette investigation ont construit le catalyseur de la politique protectionniste de Donald Trump envers certains produits importé auprès de plusieurs pays, dont la chine est la plus ciblé par cette politique protectionniste.

Face à cette situation de protectionnisme américain, la chine réagit aussi par des vagues tarifaires sur les exportations de la chine

Malgré les raisons politiques et économiques des États-Unis pour mener ces politiques commerciales protectionniste contre la chine, la théorie macroéconomique nous montre que ces politiques protectionnistes ont des effets sur le volume des échanges internationaux. En effet, ces politiques protectionnistes induisent une baisse des quantités tant importés qu'exporté. Ainsi, et en générale, la réduction du volume des échange internationaux pèse négativement sur le bien-être de l'ensemble de la société (Macroéconomie, mankiw, pp 161.)

Comme tous les pays ont conscience de cette vérité inébranlable, en janvier 2020, les États-Unis et la Chine ont signé un accord nommé « Phase One agreement » afin de planifier à diminuer les tarifs douaniers établi par les deux pays envers les produits des uns des autres. Cependant même en 2021, cet accord n'a pas eu lieu.

2. Analyse critique

Il est évident que la guerre commerciale Sino-Américaine traduit la vision de l'administration Trump qui, d'après son slogan « Make America Great Again » qui dégage un certain patriotisme. On comprend ainsi que ladite guerre relève de la volonté de garantir ou encore restaurer l'hégémonie commerciale des Etats Unis qui fut menacée par le rythme élevé de la croissance de l'économie Chinoise.

Ayant initié ce conflit économique d'envergure en imposant des tarifs douaniers abruptes, le président américain avait déclaré à plusieurs reprises que les guerres commerciales sont bénéfiques et faciles à remporter. Les mesures étant légales, consistant généralement de barrières à l'entrée des biens chinois importés, l'administration Trump qualifié cette guerre de légitime. Le président lui-même n'a cessé de justifier ses propos par le fait que la Chine procédait à l'emploie d'un ensemble de mesures ou tactiques jugées injustes afin de réaliser, ou encore élargir ses excédents commerciaux avec les Etats unis. Cela dit, ceci n'était pas favorable pour tous les acteurs du côté Américain, qui ont essayé à maintes reprises d'inciter le gouvernement à établir des négociations avec son homologue chinois, craignant une aggravation de la situation. L'administration Trump a fait autrement, en imposant une hausse de tarifs à l'ordre de 25% sur quelques 34 milliards de dollars de produits en provenance de la Chine. Ceci a rapidement déclenché une vague de contre-mesures et de menace entre les deux parties.

Les produits concernés initialement par les tarifs douaniers sont généralement des produits à haute valeur ajoutée, dont la production demande la mise en œuvre de savoirs, ainsi que des technologies avancées. On en cite :

Catégories des biens Chinois concernés	Valeur des importations (en Mds de $)
Turbines	4.3
Equipements électriques	2.9
Produits électroniques	2.5
Moteurs	2.2
Machines (divers)	2.2
Véhicules à moteur	1.7
Engins	0.3

Il convient toutefois de souligner qu'à ce stade, les tarifs et les biens concernés représentent une portion relativement restreinte des échanges Sino-Américains. Ce qui signifie que l'impact économique imminent du confit serait limité.

Face à l'escalation de tensions entre les deux pays, généralement initié par les Etats-Unis, la Chine a procédé à la mise en place de contremesures afin d'amortir l'effet des barrières à l'entrée imposés par son partenaire commercial. Les produits concernés cette fois-ci sont appartiennent principalement à deux catégories de produits, les denrés alimentaires notamment les féculent, ainsi qu'aux produits à haute valeur ajouté. On en cite :

Catégorie des biens Américains concernés	Valeur des importation (en Mds de $)
Denrées alimentaires (soja principalement)	15.1
Aéronef	12.58
Voitures	11.876
Puces informatiques	8.696
Engins d'avions	3.025
Equipements médicaux	2.32
Papier	2.26

Il est important de souligner que dans le cadre d'une guerre commerciale, aucune partie n'est gagnante, mais tout simplement l'une est plus affecté que l'autre. En effet, les mesures
protectionnistes prises par les Etats-Unis à l'encontre des produits importés en provenance de la Chine ont anéanti les efforts prises après la seconde guerre mondiale afin de lever toute barrière au commerce et établir un système de libres échanges.

Pour bien identifier les effets des hausses tarifaires sur l'économie chinoise, il convient de souligner que ces mesures ont été motivées par la volonté de l'administration de Trump de réduire le déficit commercial avec la Chine, qui n'est autre que le plus grand exportateur envers le pays. Néanmoins, il faut noter que malgré les mesures déployées, le déficit n'a cessé de se creuser (fin 2019-2019) du fait que les importations des produits chinois ont poursuivi leur tendance haussière.

Notons aussi que la balance commerciale Américaine était toujours déficitaire vis-à-vis de la Chine, à de différents degrés (273 milliards de $ en 2010 contre 10 milliards de $ seulement en 1990). Il est donc évident que ce conflit ne tourne pas en faveur de la balance commercial Américaine.

Du côté de la Chine, les exportations envers les Etats-Unis ont enregistré une augmentation de l'ordre de 20.1% en octobre 2018 par rapport à la même période un an avant. Le volume des échanges avec les Etats-Unis a quant à lui augmenté de 7.4% pendant la même période.

Tous ces indicateurs montrent que la Chine a réussi à maintenir sa position malgré les mesures hostiles prises par les Etats Unis, ne serait-ce qu'au court terme. Ceci soulève des questions à propos de l'efficacité ainsi que de la légitimité de la stratégie déployée par l'administration Trump, ayant toujours pour objectif de garder la suprématie des Etats-Unis en matière d'échanges extérieurs. Ceci soulève aussi les avantages de l'adoption d'une approche collaborative entre les deux pays dans le futur afin de remédier aux effets que peut engendrer ladite guerre.

CONCLUSION

En somme, ce qui a commencé comme une guerre commerciale sur les politiques économiques injustes de la Chine a maintenant évolué en une soi-disant guerre froide propulsée par des idéologies différentes. Les relations bilatérales entre les États-Unis et la Chine ont pris du plomb dans l'aile en 2018 lorsque l'obsession du président américain de l'époque, Donald Trump, pour les déficits commerciaux l'a conduit à imposer des tarifs punitifs à la Chine. Les tarifs douaniers ont été suivis de restrictions à la fois sur l'accès de la Chine aux produits américains de haute technologie et sur les investissements étrangers impliquant des problèmes de sécurité, ainsi que d'allégations de pratiques commerciales chinoises déloyales.

En dépit des appels lancés par les milieux d'affaires américains pour apaiser les tensions, le président américain Joe Biden a jusqu'à présent amplifié les politiques de son prédécesseur en renforçant les alliances anti-chinoises et en appliquant des sanctions supplémentaires. Biden caractérise désormais le conflit entre les États-Unis et la Chine comme "une bataille entre l'utilité des démocraties du XXIe siècle et les autocraties".

Mais la logique qui sous-tendait la guerre commerciale américaine était erronée, et les restrictions plus récentes, dictées par des considérations politiques, sont contre-productives compte tenu des conséquences économiques dommageables à long terme pour les deux parties. Néanmoins, il y a eu peu de signes à ce jour indiquant que Biden est susceptible de changer de cap. En attendant, les Européens sont peut-être mieux placés pour mener des discussions productives avec la Chine sur l'élaboration de la politique économique.

BIBLIOGRAPHIE

- Bollen, J. and H. Rojas-Romagosa (2018): “Trade Wars: Economic impacts of US tariff increases and retaliations. An international perspective,” CPB Background Document, 1–43.
- David E. Sanger, et al., Senate Poised to Pass Huge Industrial Policy Bill to Counter China, N.Y. TIMES (June 8, 2021), at https://www.nytimes.com/2021/06/07/us/politics/senate-china-semiconductors.html (calling the Act the “most expansive industrial policy legislation in U.S. history”).
- Dixit, A. and V. Norman (1980): Theory of International Trade: A Dual, General Equilibrium Approach, Cambridge University Press.
- Fajgelbaum, P., & Khandelwal, A. (2021, September 27). The economic impacts of the US-china trade war. NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH.
- Mankiw, N.G. (2019). Macroéconomie (J.C. El Naboulsi, Trans.). De Boeck superieur.
- Opening Statement of Ambassador-designate Katherine Tai Before the Senate Finance Committee, Feb. 23, 2021, at https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2021/february/opening-statement-ambassador-desig- nate-katherine-tai-senate-finance-committee.
- Stephen Bartholomeusz, Biden Unleashes $US250 Billion Plan to Frustrate China, SYDNEY MORNING HERALD (May 31, 2021), at https://www.smh.com.au/business/the-economy/biden-s-us250-billion-plan-to-frustrate-china-20210531- p57wo0.html.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), The Relationship Between Competition and Industrial Policies in Promoting Economic Development, para. 6, TD/B/C.I/CLP/3 (Apr. 27, 2009).